

Pourquoi l'initiative pour des multinationales responsables est-elle nécessaire ?

Glencore pollue des fleuves en Colombie. La multinationale bâloise Syngenta vend des pesticides toxiques, qui ne sont plus autorisées depuis longtemps chez nous. Des raffineries d'or se procurent de l'or issu du travail des enfants. L'initiative veut mettre un terme à ces pratiques. Les exemples suivants montrent pourquoi l'initiative pour des multinationales responsables est nécessaire et ce qu'elle changerait à la situation.

Glencore expulse des autochtones de leurs terres au Pérou



Dans l'Alto Huarca péruvien, quarante policiers et employés de Glencore ont tenté d'exproprier par la force des populations autochtones paysannes de leurs terres. Leur objectif : agrandir à tout prix l'espace de prospection de la mine. Les communautés refusant de quitter leurs terres ont été violemment blessés. Les employés de Glencore ont progressé sur le terrain des familles avec une excavatrice.

Que changerait l'initiative pour des multinationales responsables ?

Avec l'initiative, Glencore serait obligé de s'assurer que de telles violences policières ne se produisent pas. Si des violences et des expulsions survenaient néanmoins, Glencore devrait assumer ses responsabilités devant la justice suisse.

Plus d'informations : www.comundo.org

Syngenta : un pesticide empoisonne des paysans



Dans le district d'Inde centrale Yavatmal, près de 800 paysans ont été empoisonnés en l'espace de 12 semaines en pulvérisant des pesticides sur leurs champs de coton en 2017. Vingt d'entre eux sont décédés. L'un des insecticides mis en cause provient de Suisse : le « Polo » est fabriqué en Valais par Syngenta et exporté depuis la Suisse, alors que cet insecticide est depuis longtemps interdit ici.

Que changerait l'initiative pour des multinationales responsables ?

Syngenta serait contraint d'identifier les risques en termes de droits humains et d'environnement et de prendre des mesures appropriées. En ce qui concerne l'utilisation de ces pesticides toxiques à Yavatmal, la multinationale ne pourrait qu'y mettre un terme, car une utilisation sans danger de ce produit ne peut être assurée. L'entreprise devrait donc cesser sa commercialisation.

Plus d'informations : www.exportationstoxiques.publiceye.ch

Valcambi : travail des enfants dans les mines d'or



Photo : Pep Bonet

La Suisse figure parmi les plus grands importateurs d'or au monde. Les entreprises basées en Suisse importent chaque année l'équivalent de 70% de la production d'or mondiale. Les raffineries suisses continuent à utiliser de l'or issu de mines dans lesquelles les droits humains sont loin d'être respectés. Parmi elles, la raffinerie tessinoise Valcambi a allégué importer de l'or en provenance du Togo, alors que ce pays ne possède pas de mines d'or. En réalité, le métal précieux provenait du Burkina Faso, où il avait été extrait par des enfants.

Que changerait l'initiative pour des multinationales responsables ?

Avec l'initiative, Valcambi et les autres raffineries suisses auraient l'obligation légale de connaître l'origine précise de l'or. La provenance problématique de l'or serait rapidement identifiée. Le simple fait que l'or ne puisse pas venir du Togo, puisqu'aucun or n'y est extrait, aurait déjà dû éveiller les soupçons de Valcambi.

Plus d'informations : www.publiceye.ch

Du carburant sale pour l'Afrique



Photo : Carl De Keyzer – Magnum

Dans certaines villes africaines, la teneur en soufre dans le carburant diesel est jusqu'à 378 fois plus élevée que la limite autorisée en Europe. Si rien n'est fait pour réduire la teneur en soufre dans les carburants en Afrique, on estime que la pollution de l'air liée au trafic routier causera la mort prématurée de trois fois plus de personnes qu'en Europe, aux Etats-Unis et au Japon réunis. Les négociants suisses en matières premières, dont entre autres Vitol, Trafigura et Addax&Oryx, jouent un rôle central dans le commerce de carburants à haute teneur en soufre en Afrique. Les sociétés suisses ne se contentent pas de fournir ces carburants de piètre qualité, appelée « qualité africaine » par l'industrie, elles les produisent également.

Que changerait l'initiative pour des multinationales responsables ?

Les négociants de pétrole devraient reconnaître les risques de violation du droit à la santé découlant de l'utilisation de ces carburants toxiques et prendre des mesures pour y remédier en cessant de recourir à ce carburant de « qualité africaine ». Ceci pourrait s'effectuer sans difficulté puisque ces mêmes firmes livrent aujourd'hui déjà des carburants à faible teneur en soufre en Europe et aux Etats-Unis, où les standards sont plus stricts.

Plus d'informations : www.publiceye.ch

Credit Suisse finance la construction d'un oléoduc au milieu d'une réserve amérindienne



Aux Etats-Unis, des populations autochtones combattent la construction de l'oléoduc North Dakota Access Pipeline (DAPL), car il menace l'approvisionnement principal en eau potable de la population locale des Sioux de Standing Rock et autres 17 millions de personnes en aval de la rivière. Aucune étude pertinente d'impact sur l'environnement n'a été effectuée, et la population autochtone n'a pas été consultée sur le projet conformément à la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples au-



tochtones. Des voix se sont élevées à l'international pour exiger des bailleurs des entreprises de construction de cesser leur financement. Contrairement à d'autres, la banque helvétique Credit Suisse a poursuivi ses relations d'affaires avec les constructeurs, en établissant des lignes de crédit et en occupant des fonctions consultatives et administratives dans le projet.

Que changerait l'initiative pour des multinationales responsables ?

Le Credit Suisse serait obligé d'exiger le respect des droits humains auprès des entreprises de construction et, le cas échéant, devrait menacer d'interrompre les relations d'affaires ou pousser à arrêter le projet si la situation ne s'était pas améliorée malgré son intervention.

Plus d'informations : www.gfbv.ch

Glencore pollue l'eau en Colombie



Depuis plusieurs années, Glencore est l'un des trois principaux actionnaires de la mine de charbon El Cerrejón. L'exploitation minière à ciel ouvert a entraîné des déplacements forcés de communautés locales, les privant ainsi de leurs terres et donc de leurs moyens de subsistance. Le département entier fait face à une pénurie d'eau à cause de l'industrie minière.

L'organisation non-gouvernementale Indepaz a mené une enquête en juin 2018 afin d'évaluer les risques au niveau environnemental et sanitaire dans cette région minière. Les résultats sont sans appel : la mine Cerrejón, avec ses quinze bassins de sédimentation, pollue le fleuve Ranchería. Ce fleuve approvisionne près de 450'000 personnes en eau, et les concentrations élevées de métaux lourds dans l'eau rendent malade hommes et animaux.

Que changerait l'initiative pour des multinationales responsables ?

Avec l'initiative, Glencore serait contrainte de s'engager à ce qu'aucune eau contaminée issue de la mine Cerrejón ne parvienne dans le fleuve Ranchería, et à ce que les bassins de sédimentation soient pourvus d'installations de traitement. De plus, Glencore devrait s'assurer que les populations contraintes à un déplacement soient dédommagées, et aient à nouveau accès à l'eau potable.

Plus d'informations : www.askonline.ch

Les multinationales violent régulièrement les droits humains et portent atteinte à l'environnement

Presqu'une fois par mois, une multinationale suisse porte atteinte aux droits humains ou à l'environnement à l'étranger. Une analyse de Pain pour le prochain et Action de Carême montre qu'entre 2012 et 2017, au moins 64 cas de violations ont été recensés.

Il est évident que de nombreux dommages n'ont pas été rendus publics. On peut donc supposer que le nombre de violations est en réalité encore plus élevé. Ce rapport montre une fois de plus que les mesures volontaires des multinationales ne sont pas suffisantes. Il est indispensable d'établir des règles contraignantes, afin que toutes les multinationales respectent les droits humains et les standards environnementaux aussi à l'étranger.

L'étude « Des multinationales suisses violent régulièrement les droits humains » est disponible sur le site de Pain pour le prochain : www.painpourleprochain.ch